

« Jordanie : le maillon faible ? »

Comité Action Palestine

Début juin, la Jordanie a connu une vague de protestation populaire massive qui a inquiété non seulement les dirigeants du Royaume Hachémite, mais aussi ses alliés régionaux et internationaux. En moins d'une semaine, on assiste au remplacement du premier ministre et à l'octroi par les pétromonarchies d'une aide de 2.5 milliards. La volonté de secourir économiquement cet Etat pour le bien-être de la population jordanienne apparaît cependant comme une justification peu crédible.

Comme de nombreux Etats arabes, l'économie jordanienne est marquée par une crise structurelle, avec un chômage proche de 20%. Très dépendant économiquement de Damas avant 2011, ce pays, sans ressources propres, voit sa situation aggravée par la guerre en Syrie. En raison d'une dette très importante auprès de la Banque mondiale, des réformes budgétaires exigées par le FMI ont conduit à une forte hausse des prix, notamment des carburants et de l'électricité, et à un projet de loi visant à augmenter les impôts. C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Dans ce pays où la liberté de manifester est plutôt restreinte, ces mesures extrêmement impopulaires ont pourtant conduit à une mobilisation de masse, les classes populaires rejoignant l'appel initié par les associations professionnelles représentatives principalement des classes moyennes. Ces classes ont des intérêts divergents à défendre, mais elles signifient collectivement le ras-le-bol des jordaniens vis-à-vis de leurs gouvernants.

Mais ces causes internes ne sauraient expliquer à elles seules la rapidité avec laquelle les pétromonarchies ont volé au secours de l'Etat jordanien. Créé au moment de la chute de

l'empire ottoman, la Jordanie a toujours été considérée comme un pion majeur de la stratégie impérialiste au Moyen Orient. Doté, comme la plupart de ses voisins, d'un pouvoir faible vis-à-vis de l'extérieur et extrêmement répressif vis-à-vis de sa population, c'est avant tout un Etat rempart entre l'entité sioniste et les pays hostiles à cette dernière. Du pacte de non-agression signé avec les sionistes en 1947, à l'accord de paix avec Israël en 1994, la Jordanie a joué un rôle particulièrement actif, en tant qu'allié d'Israël, en éradiquant la résistance palestinienne, notamment au moment de septembre noir. A la solde des USA, sa politique d'alliances a toujours répondu clairement aux intérêts des impérialistes et de l'entité sioniste. Récemment, le Royaume hachémite a joué un rôle majeur bien que discret dans la guerre en Syrie, puisqu'il a servi de base arrière pour la formation et l'acheminement d'armes aux rebelles syriens par la coalition alliée (Etats-Unis, Europe, Etats du Golfe). La défaite de cette coalition en Syrie pourrait conduire à un changement global d'alliances dans la région. Pourtant, les derniers développements en Palestine font craindre aux Etats-Unis et aux pétromonarchies du golfe un affaiblissement du pouvoir jordanien qui peut conduire au mieux à un renversement d'alliances, au pire à un renversement du pouvoir. En tant que protecteur officiel des lieux saints d'al-Quds, la Jordanie ne peut officiellement pas cautionner le transfert de l'Ambassade des USA dans la ville sainte. Par ailleurs, le plan du siècle concocté par Trump pour « régler définitivement la cause palestinienne » est insoutenable pour le Royaume hachémite, les Palestiniens formant près de 60% de la population jordanienne.

Loin de se soucier du peuple jordanien, l'aide financière des pétromonarchies est d'abord un calcul politique qui consiste à maintenir la Jordanie dans le bloc d'alliances. A ce stade il y a très peu de chance que ces 2,5 milliards soient suffisants pour que les Palestiniens, réfugiés en Jordanie, abandonnent leur patrie et leurs droits. Dans tous les cas, le Royaume

hachémite est une pièce maitresse sur l'échiquier régional et sa fragilisation pourrait bien tout faire basculer.

(Photo: AFP/Khalil MAZRAAWI)